L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureau : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI, 12 AOUT 1890.

PETITES ANNONCES.

MME JACOB, 17 Baronne, Salon de coiffure et coupe de cheveux pour dames et enfants. 17nov—dim

Demande de professeur.

On demande pour une petite école de la campagne, et la plupart des élèves sont petits, une professeur femme qui puisse enseigner les branches ordinaires de l'anglais, ainsi que le français, et qui parle le français couramment. Un salaire modéré et un excellent home assuré à la personne qui remplira la place. On préfererait une protestante. Correspondance en anglais sollicitée. Echange de références.

WALTER P. McARTHUR,
McArthur, Montgomery Co., Georgie.
6 août—10f

A VENDRE.

A VENDRE — Propriété et terrain rue Royale 243 à 239, coin St-Philippe. Le lot mesure 60x95. S'adresser à Aug. Huard, 20 Carondelet. 10août

A LOUER.

Nos 1 et 3 Magasins Rouges—Nord Pete's, entre le Bazaar et le marché aux légumes. S'adresser à Hoey & O'Connor, 17 rue Carondelet. 25 juin

ANNONCES JUDICIAIRES.

PAR LE CONSTABLE.

Jos Schreive vs Jos Noe.

PREMIERE COUR DE CITE DE LA NOUvelle-Orléans, No 18 066.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. H. H. Pride, juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente à l'enchère publique à mon entrepôt No 132 rue Lafayette, entre les rues S.-Charles et Carondelet JEUDI, 21 août 1890, à midi, de la propriété ci-dessous décrite, à savoir :

Un peay.

Saisi dans l'affaire ci-dessus nommée et numérotée.

M. FARRENTELLI,
Constable Première Cour de Cité de la Nouvelle Orléans
12 août—12 16 21

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Charles Sandmacher.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 30,896.—Division C —Attendu que John B. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Charles Sandmacher, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux qu'il peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

12 août—12 17 21

Succession de Léopold Spitzmuller.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 30,736—Division C —Attendu que William A. Aiken, tuteur, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Léopold Spitzmuller, décédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

9 août—9 14 17

Succession d'Adolph Zeuneck.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,972—Division E— Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme M. J. Zeuneck, exécutrice testamentaire de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour

E. A. LUMINAIS
Greffier.

10 août—10 15 19

Succession de Jean B. Brun.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 30 709—Division E —Attendu que John Schmitt a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Jean B. Brun, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS
Greffier.

8 août—5 10 14

Succession de Patrick W. Reed et femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 30 709—Division C— Attendu que John B. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feus Patrick W. Reed et femme décédés intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

9 août—9 14 17

Succession de L. P. Tower.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 26,774—Division D— Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Joseph Espella, jr., administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

8 août—8 13 17

Succession de M. L. O'Connell.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 29,982.—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Bridget McLaughlin, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

7 août—7 12 16

Succession de Mme E. H. Calder.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 30,584—Division A —Attendu que David R. Calder a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme E. R. Calder, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

3 août—3 8 12

Succession de Mme H. G. Christenson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans —No 29,131—Division E.— Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par H. R. Christenson, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

3 août—3 8 12

Succession de Thomas B. Lee.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.— No 2,473.— Division D.—Attendu que Barnard B. Richard, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Thomas B. Lee, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

3juil—3 8 12

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans —No 20,763—Division A—James Clarke & Cie. vs leurs créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens des pétitionnaires James Clarke faisant des affaires sous le nom de la raison commerciale de James Clarke & Cie., soit et est par la présente acceptée et que le 15 août prochain désignée des créanciers de ladite raison commerciale, il est ordonné qu'une réunion des créanciers ait lieu en la salle des pas perdus de George C. Pitot, notaire, à son bureau, No 5 rue Carondelet, en cette ville, le VENDREDI même jour de septembre 1890, à 11 heures A. M. dans le but de délibérer sur les affaires des dits pétitionnaires, élire un syndic et voter sur toutes autres affaires qui peuvent leur être soumise, et pour dans l'intervalle toutes procédures contre la personne et les biens des dit pétitionnaires soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 17 juillet 1890.

(signé:) H. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:

JAS D. RANKIN Député Greffier.

2 août—2, 20—sept 5

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans —No 20,976—Division D. No. Labretonne et Galmiche vs leurs créanciers.—Ordre de Cour.— Que la cession des biens des pétitionnaires sous la raison sociale de De Labretonne et Galmiche et Galmiche De Labretonne et Galmiche, individuellement et comme membres de ladite raison sociale, soit et est acceptée par la Cour pour le bénéfice de leurs créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dites créanciers soit convoquée et tenue pardevant W. Morgan Gurley, Esq., auditeur, en son office dans le Maison Building, coin des rues Common et Carondelet en cette ville, le JEUDI, 21me jour d'août 1890, à 11 heures A. M., dans le but de nommer un syndic, officier des dits pétitionnaires, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle, toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens des dits pétitionnaires soient suspendues, et que Samuel Levy, Esq., soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 17 juillet 1890.

(signé:) H. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:

JAS D. RANKIN Député Greffier.

19juil—19—3 21oct6

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.

L. S. L. A.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.

Dans laquelle la Charte originale a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et incorporée dans la présente Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre 1879.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages à numéros simples ont lieu tous les trois mois (le mois de l'année, et ont tous lieu au public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donnons l'assurance ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

L. A. Bonsigneur
J. St. Enoly
COMMISSAIRES.

Nous soussignés Banques et Banquiers paieront tous les lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane qui seront présentés à nos comptoirs.

E. M. WALMSLEY, Pres. La Nat. Bank
P. F. STALLWORTH, Pres. 2nd Nat. Bank.
A. BALDWIN, Pres. N. O. Nat. Bank
CARL KOHN, Pres. Union Nat. Bank

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI, 9 SEPT. 1890.

GROS LOT:

$300,000

100,000 Billets à Vingt Dollars; Demi-Billet $10; Quart de Billet $5 00; Dixième de Billet $2 00; Vingtième de Billet $1 00.

LISTE DES LOTS:

1 Lot de	$300,000, est	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
25 Lots de	1,000,	25,000
100 Lots de	500	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de	$500, sont	$50,000
100 Lots de	$300,	30,000
100 Lots de	$200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, sont	$99,900
999 Lots de	$100,	99,900
3,134 Lots se montant à		$1,054,800

On demande des agents partout.

☞ Pour les prix à payer par les Clubs, ou pour tout renseignement que l'on voudra avoir, s'adresser en consigné. Votre écriture devra être distincte et la signature lisible. On n'aura rien au retour. Le plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant l'adresse en plein.

IMPORTANT.

Remettre par Postal Notes, Express Money Order, ou chèque de New York, dans des lettres ordinaires. Mandats couverts par l'Express.

S'adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées contenant de l'argent à la

New Orleans National Bank,
New Orleans La.

RAPPELEZ-VOUS que le paiement de tous les lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLEANS, et que les billets sont signés par le président d'une institution dont les dépôts, garantis par les banques nationales sont connus pour les plus élevés. Défiez-vous donc des contrefaçons et des plans menteurs.

RAPPELEZ-VOUS que la charte est inviolable et irrévocable, inscrite sur le pacte fondamental de la Louisiane que la COUR SUPREME DES ETATS-UNIS a déclaré être un CONTRAT entre l'Etat de la Louisiane et faire partie de la Constitution de cet Etat, N'EXPIRE PAS AVANT LE PREMIER JANVIER 1895. La Législature de la Louisiane qui s'est ajournée le 10 juillet de cette année, a voté un AMENDEMENT à la Constitution de l'Etat qui sera soumis au Peuple à une élection en 1892, ce qui fixera l'expiration de la Charte de la COMPAGNIE DE LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE à l'année MIL-NEUF CENT-DIX-NEUF.

DE LA —

L'ABEILLE

— AVEC UNE —

EDITION HEBDOMADAIRE

— PARAISSANT —

SAMEDI MATIN

— ET —

Contenant toutes les matières publiées pendant la semaine dans l'édition quotidienne.

ABONNEMENTS

EDITION QUOTIDIENNE

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

EDITION HEBDOMADAIRE

Un an	$2 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Un mois	50

On s'abonne à la semaine avec les porteurs et les marchands de journaux.

L'ABEILLE,

Fondée le 1er septembre 1827 est le plus ancien journal politique de la Louisiane et du Sud Ouest.

Elle est lue par toute la population franco-louisianaise et est conséquemment, au point de vue des annonces, un excellent organe de publicité.

Elle est reçue non-seulement dans toutes les paroisses créoles de la Louisiane, mais dans les Etats voisins, au Mexique, aux Antilles, en Europe, partout enfin où on lit le français et où on s'intéresse aux affaires de notre pays.

On publie tous les jours, en outre des matières politiques, littéraires et locales :

Des dépêches télégraphiques complètes de tous les points des Etats-Unis et de l'étranger.

Un Bulletin maritime,

Une liste des navires en partance dans les ports étrangers et américains pour la Nouvelle-Orléans,

Une liste des navires dans le port de la Nouvelle-Orléans,

Un Bulletin Financier,

Un Bulletin Commercial,

Les heures de départ et d'arrivée des trains de chemins de fer.

Les jours de départ des bateaux à vapeur

BUREAUX ET ATELIERS

75.....CHARTRES.....75

CHARTE.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

ETAT DE LA LOUISIANE,—PAROISSE D'ORLEANS.
Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL SOIT SU que ce huitième jour de mai en l'an de grace mil huit-cent quatre-vingt dix, et de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique, le cent quatre sième, devant moi, JOSEPH HENRY TAYLOR, notaire en et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, et en la présence des témoins ci-nommés et soussignés, personnellement sont comparus les personnes dont les noms sont ici attachés, et ont déclarés que, se prévalant des droits et privilèges octroyés et renfermés dans les lois de l'Etat de la Louisiane, ils ont contracté et se sont engagés et par les présentes, contractent et s'engagent mutuellement et ceux qu'ils représentent et toutes les personnes qui dans l'avenir deviendront leurs associés, à former et constituer une corporation et corps politique en droit, dans le but et conformément aux articles, et stipulations et réglements qui suivant:

ARTICLE I.

Cette corporation sera connue sous le nom de "New Orleans Brewing Association" et son domicile sera en la ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane, et la résidant du Conseil d'Administration, ou en son absence, le secrétaire, sera la personne à laquelle seront adressées toutes citations ou tous documents légaux. Ladite corporation existera, aura et jouira de la succession sous son nom d'incorporation ci-dessus pour la période de quatre-vingt-quinze années, à partir de cette date et aura pouvoir et autorité de contracter, poursuivre ou être poursuivi en son nom d'incorporation; de faire usage d'un sceau d'incorporation avec la devise qui sera ultérieurement choisie, sceau qui pourra être changé comme on le jugera convenable; d'édicter et d'établir tels réglements qui conviendront pour l'administration des affaires de la dite corporation, lesquels pourront être changés, altérés ou amendés au gré de la corporation; de posséder, recevoir, acheter et transférer ainsi bien que d'hypothéquer sous son nom et l'incorporation de la propriété meublière et immeublière; et d'diriger toutes les bâtisses, toutes les machines et tous accessoires nécessaires pour mener à bien les objets et fins de la corporation.

ARTICLE II.

Les objets et fins pour lesquels est fondée cette corporation sont déclarés être d'acheter un terrain ou un bâti ou ces deux et d'ériger, de construire, maintenir et d'diriger une ou des brasseries, ou d'acheter une brasserie ou des brasseries déjà en opération et de fabriquer et d'ager beer et autres liqueurs de drèche et de vendre tous les produits de cette ou ces brasseries.

ARTICLE III.

Le fonds capital de cet corporation est ici fixé à la somme de un million, cinq cent mille (1,500,000) dollars, divisée en un représentée par quinze mille parts de cent (100) dollars chacune qui seront payées comptant au moment même de leur souscription, ou de la façon ou dates que le conseil d'administration pourra bien fixer. Et dès que cinq cent mille (500,000) dollars du fonds capital de cette corporation auront été souscrits, cette charte pourra effectuer les Opérations actives de cette corporation commenceront.

Aucun souscripteur ne sera jamais tenu responsable des contes ou des erreurs de cette corporation pour une somme plus élevée que le reliquat non payé qui pourra être dû sur les actions par lui souscrites, sous-prises. Pas plus qu'une simple informalité dans l'organisation n'aura pour effet d'invalider cet acte d'incorporation ou d'exposer aucun souscripteur à aucune obligation au delà de la somme du reliquat dû s'il y en a sur leurs souscriptions.

ARTICLE IV.

Tous les pouvoirs de cette corporation seront exercés et toutes ses affaires conduits par un conseil d'administration qui sera composé de sept directeurs dont la majorité formera un quorum pour expédier les affaires et chacun de ces actionnaires aura en son propre droit un nombre actions du fonds-capital de cette corporation.

Le second mardi de mai A. D. 1892, et le second mardi de mai de chaque année suivante, une élection de directeurs aura lieu par ballottage au bureau de la corporation en la ville de la Nouvelle-Orléans, entre 10 heures A. M., et 2 P. M., élection dont avis au moins 30 jours au préalable sera publié dans au moins un journal de la ville de la Nouvelle Orléans; et chaque actionnaire aura le droit, à toutes les élections, soit en personne ou par procuration, de voter pour chaque action du fonds capital qu'il pourra avoir mais ne pourra pas voter avec les actions qui lui auront été transférées dans les dix jours précédent l'élection

La majorité des votes donnés, un vote par action sur laquelle il sera voté, sera requise pour qu'il y ait élection.

Chaque Conseil d'administration commencera son mandat le 2me mardi de mai suivant son élection; et, à sa dernier réunion, élira de son sein un président et un vice président de même qu'un secrétaire; ce premier pourra être ou ne pas être actionnaire; les susdits officiers ainsi nommés ou employés que pourront être nommés ou employés que pourront être nommés ou employés que pourront être